

« Une part de l'âme universaliste de la France »



Stéphane Hessel est décédé, mardi 26 février à l'âge de 95 ans

L'AGENDA

23 mars

► *Forum sur la transition écologique*



L'info en continu

Jean-Marc Germain, 26/02/13

Chômage

« Les politiques de l'emploi mises en place par le gouvernement depuis le début de l'année n'ont pas encore déployé tous leurs effets. Les prévisions de croissance en 2013 présentées sous-estiment ces nouvelles orientations, sources de croissance et d'emploi. Le Parti socialiste soutient le gouvernement dans sa bataille déterminée pour l'emploi, dont il a fait sa priorité absolue. »

Guillaume Bachelay, 26/02/13

Indécent

« Lors d'un meeting dont il était à la fois l'initiateur et l'orateur, François Fillon a évoqué la perspective d'une « conflagration civile » en France. Il est décevant, quand on se prétend homme d'État, de spéculer sur le pire pour son pays et pour son peuple. Il est choquant, quand on se dit soucieux du sort des Français en 2013, de ne parler que de soi pour 2017. Surtout, il est indécent, quand on a été cinq ans Premier ministre, d'en appeler au redressement de la situation que l'on a soi-même plombée. »

ÉVÈNEMENT



Lundi soir, le Parti socialiste a organisé une soirée spéciale élections italiennes. De nombreux supporters de Pier Luigi Bersani se sont ainsi rendus à Solférino, pour suivre, inquiets mais confiants, les résultats. Des résultats très serrés qui « appellent à se mobiliser pour une Europe de progrès » ont commenté Harlem Désir et Estelle Grelier. « Les politiques d'austérité imposées par les conservateurs européens alimentent le populisme, le nationalisme et le rejet de l'Europe, ont-ils ajouté, ce scrutin ne peut que renforcer la volonté des socialistes et des progressistes européens de se battre avec François Hollande pour une Europe qui donne la priorité à la croissance et à l'emploi, une Europe plus intégrée, plus solidaire et plus politique. »

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

Calendrier et comité de préparation des élections municipales

Les élections municipales occupent une place particulière dans la vie publique française, elles déterminent notre capacité d'action au service du quotidien des citoyens. Le Parti socialiste s'engagera donc pleinement dans la préparation de ces échéances. La mise en place de Primaires citoyennes pour la désignation de nos têtes de liste dans plusieurs grandes villes françaises permettra de prolonger l'expérience réussie de la présidentielle.

Les désignations de nos têtes de liste aux municipales puis de l'ensemble des listes seront l'occasion de prolonger et d'accentuer l'engagement du Parti socialiste à renforcer la parité, la diversité et le renouvellement de nos candidats. La préparation

des municipales, en lien étroit avec les maires et les élus locaux, permettra de s'appuyer sur leur action et de mutualiser les expériences et leurs nombreuses réalisations au service du vivre ensemble et de la qualité de vie dans nos villes et quartiers.

Le Parti socialiste désignera ses têtes de liste aux élections municipales les 10 et 17 octobre 2013.

Le Bureau national a validé la proposition du Conseil fédéral de Paris relative aux modalités de désignation, au mois de juin 2013, de la tête de liste des socialistes dans la capitale, qui pourront prendre la forme de Primaires citoyennes.

Pour piloter la préparation des élections municipales, un groupe de travail est mis en place sous l'égide du Premier secrétaire.

HOMMAGE

Disparition d'un indigné



La dernière fois que nous l'avons vu, c'était à Solférino pour une conférence de presse de la motion qu'il défendait pour le Congrès. Tête ronde, toujours souriante, yeux malicieux, il paraissait fragile mais quand il s'est agi de défendre ses positions sur l'Europe et la jeunesse, il retrouva une vigueur qu'on aurait cru éternelle et nous avons pris une leçon de vie. Stéphane Hessel est décédé mardi 26 février à l'âge de 95 ans. « C'est l'ensemble de notre pays qui est endeuilé : par ses combats et ses valeurs, Stéphane Hessel incarnait une part de l'âme universaliste de la France » a commenté Harlem Désir.

Né le 20 octobre 1917 à Berlin, Stéphane Hessel arrive en France à l'âge de 7 ans. Naturalisé en 1937, il est mobilisé en 1939 et rejoint les Forces françaises libres en 1941. Arrêté par la Gestapo, il est déporté en 1944 à Buchenwald. À la Libération, il entame une carrière diplomatique comme détaché au secrétariat général de l'ONU (1946-1951). Il participe, au côté de René Cassin, à l'élaboration de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. « C'était une voix qui réveille, qui bouscule, qui réchauffe. Une voix qui nous manquera terriblement. Celle d'un éveillé de conscience qui n'a jamais cédé devant la violence et la dureté des temps, devant la facilité, et a toujours su rappeler l'essentiel : les raisons d'être un homme » a rappelé Martine Aubry.

Écrivain, conseiller politique, diplomate, c'est avec son manifeste « Indignez-vous », vendu à plus de 4 millions d'exemplaires, paru en octobre 2010, qu'il connaît finalement sa plus grande notoriété. « Son cri d'indignation, de révolte contre l'injustice, de refus que la loi du fort soit imposée au faible, doit continuer de résonner dans nos consciences » a conclu le Premier secrétaire du Parti socialiste.

Donner aux entreprises une chance de se développer



C'est un nouvel outil pour soutenir les entreprises qui à terme leur permettra d'évoluer à leur juste mesure. Partant du constat que les petites et moyennes entreprises faute de financement n'arrivaient pas à grandir, le gouvernement, emmené par Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances, et Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a décidé de la création de la banque publique d'investissement (BPI). Jeudi dernier, à Dijon, se tenait ainsi le premier conseil d'administration de la BPI, organisme essentiel du Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, en présence des deux ministres de Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des Dépôts, et président de la BPI, et de ses deux vice-présidents, Ségolène Royal et François Drouin.

Depuis l'adoption par le Parlement du projet de loi permettant la création de cette banque le 31 décembre 2012, plusieurs nouvelles mesures ont déjà été prises en faveur des entreprises et des entrepreneurs, avec notamment la mobilisation, via OSEO, futur pôle financement-innovation de la BPI, de 500 millions d'euros de crédit de trésorerie pour les TPE et PME. Le 13 février, la BPI mettait en place le Crédit d'impôt recherche, ainsi qu'un nouveau Prêt pour l'innovation (PPI) qui finance l'industrialisation et la commercialisation des innovations. L'atout majeur de la BPI réside dans le fait qu'elle permet aux entreprises d'avoir un guichet unique pour leurs demandes de financement. De plus, elle associe également étroitement les régions par une participation à ses instances de gouvernance nationales et régionales. « Dans notre pays, a affirmé Ségolène Royal, 80 % des emplois sont créés par les petites et moyennes entreprises, il est donc temps maintenant de leur donner les moyens de se développer, de donner à tous les créateurs la capacité de créer leur entreprise, de donner à tous les jeunes diplômés une espérance dans notre pays plutôt que de chercher à l'extérieur de nos frontières un travail. Il faut que notre tissu économique puisse se développer à l'abri des prédateurs, c'est ce que nous ferons avec la BPI ».

ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE

Jeunesse toute !

« Comment peut-on admettre que 40 % des chômeurs soient aujourd'hui des jeunes, que la moitié des personnes pauvres ait moins de 30 ans, qu'un million de jeunes vivent sans formation ni emploi ? » C'est par ces statistiques accablantes que Jean-Marc Ayrault a conclu le Comité interministériel de la Jeunesse, jeudi 21 février. François Hollande a fait de la jeunesse l'une des priorités de son quinquennat. En validant 47 mesures pour la jeunesse, regroupées sous l'appellation « *Priorité Jeunesse, pour que les jeunes vivent mieux en 2017 qu'en 2012* », le gouvernement adopte ainsi définitivement les engagements rappelés par le président Hollande dans son discours du 23 janvier prononcé à Grenoble, « *Aider la jeunesse c'est donner un horizon à toute la France, à toute la société* ».

Ces 47 mesures s'articulent autour de quatre axes fondamentaux, privilégier le droit commun pour tout ce qui concerne l'accès des jeunes aux droits sociaux, favoriser l'autonomie des jeunes et la sécurisation de leurs parcours dans leur globalité, lutter contre les inégalités et les discriminations, encourager la participation des jeunes dans le débat public et rendre effective la co-construction des politiques publiques. « *On s'est engagés sur cinq ans, avec un seul objectif : faire que les jeunes soient accompagnés concrètement*

tout au long de leur parcours et reconnus pour ce qu'ils sont : des citoyens comme les autres, qui doivent avoir accès aux mêmes droits que les autres » a déclaré Valérie Fourneyron, ministre en charge de la Jeunesse qui a coordonné ce Comité interministériel. Depuis mai 2012, le gouvernement s'était attaché à cibler la jeunesse dans les premières mesures prises : contrats d'avenir, contrats de génération, refondation de l'école, relance du service civique, réforme de l'enseignement supérieur, réforme du logement, politique de santé, projet de loi sur la décentralisation. Par ces 47 mesures, il donne une feuille de route à son action pour la jeunesse, car comme l'a souligné le Premier ministre, « *Au nom de l'égalité républicaine et du progrès humain, nous devons rendre espoir aux plus jeunes d'entre nous, nous devons les aider à mieux tirer parti de leurs talents, briser tous les déterminismes qui les entravent et qui parfois les désespèrent. Je veux que la jeunesse, les jeunes Français sachent que la République vaut la peine d'être vécue, qu'elle vaut qu'on s'engage pour elle à condition qu'elle offre le meilleur pour chacun d'entre nous.* »



David Assouline, 26/02/13

Droite

« *La droite, enfermée dans ses dogmes libéraux, est allergique à la politique de redressement dans la justice que mène François Hollande. Bien gérer, répartir équitablement l'effort, investir dans l'avenir, c'est l'inverse de ce qu'ils ont fait et veulent toujours faire : eux qui ont laissé 600 milliards de trou dans les comptes publics et un million de chômeurs supplémentaires, distribué des cadeaux aux plus riches, tout en étranglant les PME et l'investissement, et en sacrifiant l'avenir des jeunes et de l'école. Pendant que le gouvernement est au travail, que fait la droite ? Rien ! Nous avons la droite la plus inutile du monde, une droite décapitée, qui n'a pas fait une proposition constructive en neuf mois.* »

Émeric Brehier, Yannick Trigance, 25/02/13

Éducation

« *Le Parti socialiste se félicite de la très belle progression des inscriptions aux concours 2014 de recrutement des enseignants. À l'évidence cette hausse sans précédent traduit la reconnaissance par la jeunesse de notre pays de la politique de réhabilitation de l'éducation nationale, de l'école et de ses enseignants engagée par le président de la République. C'est un nouvel espoir dans l'école qui se lève, un encouragement à consolider et à amplifier, c'est une première étape importante qui marque une inversion du déclin éducatif et de la crise du recrutement provoqués ces dernières années par les gouvernements de droite précédents.* »

REFONDATION DE L'ÉCOLE



Une école juste pour tous et exigeante pour chacun



Réinvestir dans les moyens humains

- Création de 60 000 postes dont 54 000 pour le ministère de l'Éducation nationale
- Réforme de la formation initiale des enseignants, création des écoles supérieures du professorat et de l'éducation
- Création des emplois d'avenir professeur
- Renforcement de l'attractivité du métier d'enseignant



Favoriser la réussite de tous dans le second degré

- Rénovation du collège unique
- Renforcement du service public de l'orientation
- Valorisation de l'enseignement professionnel et réforme de la carte des formations professionnelles initiales
- Évolution et rééquilibrage des filières du lycée d'enseignement général et technologique



Donner la priorité à l'école primaire

- Rééquilibrage des moyens en faveur du primaire
- Réforme des rythmes scolaires
- Redéfinition des missions de l'école maternelle et développement de l'accueil des moins de trois ans
- Mise en place du dispositif « plus de maîtres que de classes »



Faire entrer l'école dans l'ère du numérique

- Création d'un service public de l'enseignement numérique
- Mise en place d'une éducation au numérique
- Formation des personnels au et par le numérique
- Développement de ressources pédagogiques numériques accessibles à tous



Améliorer le climat scolaire

- Prévention et lutte contre les violences scolaires : mise en place des assistants de prévention et de sécurité, installation de la délégation ministérielle de prévention
- Redynamisation des instances consultatives et de la vie associative des écoles et établissements



Faire évoluer le contenu des enseignements, leur organisation et leur évaluation

- Redéfinition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, création d'un Conseil supérieur des programmes
- Nouveaux contenus d'enseignement : enseignement moral et civique, parcours d'éducation artistique et culturelle, langue vivante dès le CP
- Évolution des modalités d'évaluation et de notation
- Amélioration de la progressivité des apprentissages : réorganisation des cycles, réduction du nombre de redoublements, transition école-collège



Renforcer les politiques de réussite éducative

- Refondation de l'éducation prioritaire
- Aide aux élèves en difficulté
- Lutte contre le décrochage scolaire
- Accueil des élèves en situation de handicap

Le PS vous propose de devenir un acteur du changement.

Pour participer aux débats et soutenir le mouvement, rejoignez le PS.

Je soutiens le changement, j'adhère au PS et joins un chèque de 20€

Je souhaite prendre contact avec les socialistes
 Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

parti-socialiste.fr/adherer

Renvoyer ce coupon à Parti socialiste 10, rue de Solférino - 75007 Paris

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville

